



Arrêt

n° 183 122 du 28 février 2017
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 juin 2016, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 9 juin 2016.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 janvier 2017 convoquant les parties à l'audience du 22 février 2017.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. MAGUNDU loco Me A. KABUYA MUSHIYA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme A. KABIMBI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer.

1.2. Le 9 juin 2016, la partie défenderesse a pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui lui a été notifiée le 14 juin 2016, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« Article 7

(X) 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;

[...]

L'intéressé se présente le 09/06/2016 auprès de l'administration communale de Ganshoren muni d'un passeport national dépourvu de visa.

L'Intéressé projette de souscrire une déclaration de cohabitation légale avec une [B]elge soit Madame [M.N.A.] nn [...].

Considérant d'une part l'absence de visa et de titre de séjour délivré par un autre Etat membre.

Considérant d'autre part l'absence de déclaration de cohabitation légale souscrite en séjour régulier devant l'Officier d'Etat Civil .

Ces éléments justifient la présente mesure d'éloignement.

En outre, en application de l'article 74/13. [Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre, ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné.]

En ce cas d'espèce, aucun élément n'est porté à ce jour à l'administration tendant à s'opposer à la présente mesure d'éloignement.

En effet, le fait d'entretenir une relation sentimentale sérieuse avec une ressortissant[e] belge et d'avoir un projet de vie commun, ne dispense pas en soi l'étranger de résider légalement sur le territoire.»

2. Question préalable.

Aux termes de l'article 39/82 § 3, alinéa 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), « *Dans l'intitulé de la requête, il y a lieu de mentionner qu'est introduit soit un recours en annulation, soit une demande de suspension et un recours en annulation. Si cette formalité n'est pas remplie, il sera considéré que la requête ne comporte qu'un recours en annulation* ».

Il ressort de ce prescrit légal qu'en l'absence de référence expresse à une demande en suspension dans l'intitulé de la requête, la requête doit être considérée comme visant uniquement l'annulation des décisions attaquées.

En l'espèce, la requête introductive d'instance porte l'intitulé « Recours auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers ». Dès lors, la demande de suspension formulée dans l'introduction et le dispositif de la requête ne peut être accueillie.

3. Exposé du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), du principe de bonne administration, ainsi que de l'excès de pouvoir et de l'erreur manifeste d'appréciation.

3.2. Dans ce qui peut être lu comme une première branche, elle reproche à la partie défenderesse de « ne [pas] pose[r] [...] la question de savoir si une procédure serait pendante », de « se contente[r] de constater [que le requérant] ne possède pas de titre de séjour, sans s'interroger sur les autres aspects de la situation administrative [de celui-ci] », et de « se contente[r] également de constater que le requérant n'a pas déposé de déclaration de cohabitation légale, après avoir précisé qu'il s'était rendu à l'administration communale dans le but d'en déposer une ». Elle soutient à cet égard que « le requérant et sa compagne compte[nt] toujours déposer une déclaration de cohabitation légale, mais qu'il ne disposait pas de tous les documents nécessaires » et qu'« après avoir pris les renseignements nécessaire[s], ils ont bien précisé qu'ils reviendraient compléter leur demande ».

Elle fait valoir ensuite que « le requérant n'est pas resté sur le territoire du royaume sans raison ; que c'est pour des raisons de santé qu'il y est resté ; Que refusant de vivre dans la clandestinité, il a introduit une procédure sur base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 ; Qu'à ce jour, il attend toujours une décision sur base de cette demande » et que « lorsqu'il a décidé de former une communauté de vie avec Madame ils se sont donné le temps de voir ou allait leur relation avant de faire une déclaration de cohabitation légale ». Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir adopté l'acte attaqué « sans tenir compte de sa situation réelle », en utilisant des motifs « stéréotypés, non pertinents et s'écart[a]nt des faits réels qui auraient dû être visés dans leur ensemble », et lui fait grief, en substance, d'avoir « statué en ne prenant pas en compte tous les éléments de la cause », concluant sur ce point que la motivation de l'acte attaqué est « insuffisante » dès lors qu'elle « ne permet pas au requérant de comprendre la raison de la décision mettant fin à son séjour au regard des éléments évoqués supra ».

Elle poursuit par diverses considérations relatives, en substance, au pouvoir d'appréciation dont dispose la partie défenderesse dans le cadre de la délivrance d'un ordre de quitter le territoire, et fait grief à

celle-ci d'avoir « fait une application automatique de ses pouvoirs de police » en adoptant l'acte attaqué et ce « Dans la mesure où la violation des droits fondamentaux a été démontrée tout le long de cette analyse ».

3.3. Dans ce qui peut être lu comme une deuxième branche, elle fait valoir que « le requérant est malade et qu'il est suivi en Belgique », exposant qu'« il est difficile de statuer sur la question de son ordre de quitter, sans se poser la question de sa maladie » et que « sa demande n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision, il est délicat de se prononcer sur celle-ci ». Elle reproche à la partie défenderesse d'« invite[r] le requérant à quitter le territoire [en] ne se préoccupant pas des conséquences néfastes auxquelles est expos[é] ce dernier du fait de ses maladies », arguant que « l'exécution de la décision attaquée entraînera que le requérant mette fin à son éventuel traitement sans pouvoir obtenir un traitement adéquat dans son pays ». Après un bref exposé théorique relatif à l'article 3 de la CEDH, elle affirme que le requérant a « fait valoir, dans ses multiples demandes de prolongation ainsi que dans le certificat médical déposé pour compléter le dossier, des circonstances concrètes propre[s] à son cas », et soutient que « par ailleurs, les conditions sanitaires au Congo sont bel et bien connues de la partie [défenderesse] et [que le requérant] démontre qu'il se trouve dans une situation tel[le] qu'il encourt un risque de traitement inhumain et dégradant en cas de retour dans son pays d'origine ». Elle conclut en substance sur ce point que, d'une part, renvoyer le requérant dans son pays d'origine constituerait une violation de l'article 3 de la CEDH, et que, d'autre part, la motivation de l'acte attaqué n'est pas « admissible en droit ».

4. Discussion.

4.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle, à titre liminaire, que l'excès de pouvoir n'est pas un fondement d'annulation mais une cause générique d'annulation (article 39/2 de la loi). Il ne s'agit donc pas d'un moyen au sens de l'article 39/69, § 1^{er}, de cette même loi (cf. notamment CE, arrêt n°144.164 du 4 mai 2005).

4.2.1. Sur le reste du moyen unique, en sa première branche, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le ministre ou son délégué «*peut donner à l'étranger, qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé ou doit délivrer dans les cas visés au 1°, 2°, 5°, 11° ou 12°, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé :*

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;
[...] ».

Ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980, relatifs à l'article 7 de cette dernière loi, l'obligation de prendre une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers qui est en séjour illégal sur le territoire ne vaut pas si le retour effectif d'un étranger entraîne une violation des articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH) (Doc. Parl., 53, 1825/001, p. 17).

Par ailleurs, l'article 20 de la même loi du 19 janvier 2012 a inséré, dans la loi du 15 décembre 1980, un article 74/13, libellé comme suit : « *Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné* ».

Il résulte de ce qui précède que si la partie défenderesse doit, dans certains cas déterminés à l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, délivrer un ordre de quitter le territoire, à tout ressortissant d'un pays tiers se trouvant sur le territoire belge en séjour irrégulier, cette obligation ne doit pas s'entendre comme s'imposant à elle de manière automatique et en toutes circonstances. Ainsi, le caractère irrégulier du séjour ne saurait suffire à lui seul à justifier la délivrance d'un ordre de quitter le territoire sans que d'autres facteurs, notamment liés à la violation des droits fondamentaux garantis par les articles 3 et 8 de la CEDH soient également pris en compte, en manière telle que la partie défenderesse n'est pas dépourvue en la matière d'un certain pouvoir d'appréciation.

Le Conseil rappelle également qu'un ordre de quitter le territoire délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit.

Quant à l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative, le Conseil rappelle qu'elle doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

4.2.2. En l'espèce, la motivation de l'acte attaqué, dont les termes ont été rappelés au point 1.2., se vérifie à l'examen du dossier administratif, et n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui ne réfute pas les constatations de la partie défenderesse, mais se borne à lui reprocher, en substance, d'avoir délivré l'acte attaqué sans tenir compte de tous les éléments de la cause, en ce que, d'une part, le requérant « a introduit une procédure sur base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 » et, d'autre part, « compte toujours déposer une déclaration de cohabitation légale ».

A cet égard, le Conseil observe tout d'abord, à l'examen des pièces versées au dossier administratif, que celui-ci ne comporte aucune trace de l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, dont l'existence est invoquée pour la première fois en termes de requête. Il relève, de surcroît, que la partie requérante est restée en défaut de communiquer, y compris en termes de requête ou dans son courrier ultérieur à celle-ci du 5 juillet 2016, le certificat médical type exigé par l'article 9ter précité.

Quant au courrier daté du 14 août 2015, intitulé « Demande d'un séjour de plus de trois mois pour raisons médicales », communiqué ultérieurement à l'introduction de la requête susvisée par la partie requérante au Conseil de céans, le 5 juillet 2016, il relève que, si ledit courrier est accompagné d'une copie d'un récépissé de dépôt d'un envoi recommandé national portant un cachet de la poste du 9 octobre 2015 (soit une date postérieure de près de huit semaines à celle du courrier précité du 14 août 2015) et adressé à l'« Office des Etrangers » sans indication du service *ad hoc*, la partie requérante n'établit nullement de la sorte le contenu du courrier ayant fait l'objet du récépissé susvisé. La partie requérante ne démontre donc pas l'introduction de la demande de séjour de plus de trois mois du 14 août 2015. Ainsi, le Conseil estime qu'il ne peut être considéré, au vu du dossier administratif, que cette demande a été communiquée à la partie défenderesse en temps utile, ni, partant, être reproché à celle-ci de ne pas en avoir tenu compte au moment de la prise de la décision attaquée. Le Conseil rappelle à ce sujet que la jurisprudence administrative constante considère en effet que les éléments qui n'avaient pas été portés à la connaissance de l'autorité en temps utile, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002).

Les deux documents, consistant en une prescription de kinésithérapie datée du 24 mai 2016 et en une convocation, non datée, à une consultation en kinésithérapie le 23 juin 2016, figurant au dossier administratif, et envoyés à la partie défenderesse par télécopie du 20 juin 2016 « afin d'appuyer sa demande » sans autre précision, n'appellent pas d'autre analyse, dès lors qu'ils n'ont pas été communiqués à cette dernière en temps utile, la télécopie susvisée étant postérieure à la prise de l'acte attaqué.

Il en va de même des trois autres pièces « médicales » (à savoir un « protocole de l'examen radiologique du 13/05/2016, daté du 18 mai 2016, une « prescription de kinésithérapie » datée du 24 mai 2016 et une « attestation d'aide médicale urgente à procurer à un étranger sans permis de séjour légal » daté de juin 2016), communiquées pour la première fois par le biais du courrier susmentionné adressé au Conseil le 5 juillet 2016.

Il résulte de ce qui précède que le dossier administratif ne permet pas d'établir l'existence d'une procédure pendante basée sur l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 dans le chef du requérant, et il appert, par ailleurs, que la partie requérante reste en défaut d'étayer ses dires quant à l'existence d'une telle procédure. Partant, le grief fait à la partie défenderesse de ne « pas se poser la question de savoir si une procédure serait pendante » et l'argumentaire fondé, en substance, sur l'existence d'une telle procédure, manquent en fait.

S'agissant, ensuite, des allégations relatives, en substance, au projet de cohabitation légale du requérant et de sa compagne belge, force est de constater que la partie défenderesse a pris en considération ledit projet, indiquant à cet égard, dans la motivation de l'acte attaqué, que « *L'Intéressé projette de souscrire une déclaration de cohabitation légale avec une [B]elge soit Madame [M.N.A.] [...]. Considérant d'autre part l'absence de déclaration de cohabitation légale souscrite en séjour régulier devant l'Officier d'Etat Civil. [...] En effet, le fait d'entretenir une relation sentimentale sérieuse avec une*

ressortissant[er] belge et d'avoir un projet de vie commun, ne dispense pas en soi l'étranger de résider légalement sur le territoire ». Quant aux allégations portant que « le requérant et sa compagne compte[nt] toujours déposer une déclaration de cohabitation légale, mais qu'il ne disposait pas de tous les documents nécessaires » et qu'« après avoir pris les renseignements nécessaire[s], ils ont bien précisé qu'ils reviendraient compléter leur demande », force est de constater qu'elles sont inopérantes, dès lors qu'elles ne sont nullement étayées.

Partant, les griefs tirés, en substance, d'une motivation insuffisante, stéréotypée, non pertinente, ou ne prenant pas en considération tous les éléments de la cause, ne sont pas sérieux.

Quant au grief fait à la partie défenderesse d'avoir adopté la décision attaquée de manière « automatique » alors que « la violation des droits fondamentaux a été démontrée tout le long de cette analyse », le Conseil constate qu'une simple lecture de la motivation de l'acte attaqué révèle que la partie défenderesse, qui a notamment indiqué que « *En outre, en application de l'article 74/13. [Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre, ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné.] En ce cas d'espèce, aucun élément n'est porté à ce jour à l'administration tendant à s'opposer à la présente mesure d'éloignement. En effet, le fait d'entretenir une relation sentimentale sérieuse avec une ressortissant[er] belge et d'avoir un projet de vie commun, ne dispense pas en soi l'étranger de résider légalement sur le territoire* », a analysé les éléments visés à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, effectuant de la sorte une balance des intérêts en présence, en telle manière que le grief manque en fait. Le Conseil observe, au surplus, que, contrairement à ce qu'affirme la partie requérante, la violation de « droits fondamentaux », lesquels, de surcroît, ne sont nullement identifiés, n'est, au vu de ce qui précède, étayée d'aucun élément précis et concret.

4.3. Sur le reste du moyen unique, en sa deuxième branche, s'agissant de la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle que la Cour européenne des droits de l'homme considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts Soering du 7 juillet 1989 et Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c/ Belgique du 12 octobre 2006), que « Pour tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence ; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime ». En l'occurrence, le Conseil observe que la partie requérante reste en défaut de démontrer *in concreto* dans quelle mesure la délivrance de la décision attaquée constituerait une mesure suffisamment grave pour constituer un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 3 de la CEDH, dès lors que son argumentaire repose, en substance, sur la situation médicale du requérant, laquelle, ainsi que relevé *supra* au point 4.2., ne trouve aucun écho au dossier administratif. Le Conseil observe qu'il en est particulièrement ainsi de l'allégation portant que « la partie requérante fait valoir, dans ses multiples demandes de prolongation ainsi que dans le certificat médical déposé pour compléter le dossier, des circonstances concrètes propre[s] à son cas », dès lors que ledit dossier ne comporte aucune trace de semblables documents. Le Conseil renvoie à cet égard aux considérations développées sous le point 4.2.

En tout état de cause, le Conseil rappelle que l'examen, au regard de l'article 3 de la CEDH, de la situation d'un étranger, qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement, devra, le cas échéant, se faire au moment de l'exécution forcée de ladite mesure et non au moment de sa délivrance (dans le même sens : C.E., arrêts n° 207.909 du 5 octobre 2010 et n° 208.856 du 29 octobre 2010). Le moyen est dès lors prématuré à cet égard.

4.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique ne peut être tenu pour fondé en aucune de ses branches.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit février deux mille dix-sept par :

Mme N. CHAUDHRY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. VANDER DONCKT, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

Mme S. VANDER DONCKT

N. CHAUDHRY